

# L'Europe selon Jean-Claude Juncker

- Le président de la Commission va prononcer son discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen.
- Ce texte est le fruit d'une intense réflexion et de multiples consultations.
- Jean-Claude Juncker doit dévoiler la manière dont il envisage le futur de l'Union européenne, les projets et réformes à entreprendre

Olivier le Bussy  
Envoyé spécial à Strasbourg

Le speech que prononcera le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, devant le Parlement européen, ce mercredi matin, ne sera pas juste un autre discours sur l'état de l'Union européenne. C'est en tout cas ce qu'assurait, la semaine dernière, le porte-parole de l'exécutif européen, Margaritis Schinas, évoquant en salle de presse, "un moment politique important pour la Commission, pour l'Europe, pour le président... et même pour le monde". Rien que ça.

Le "State of the Union" (Sotu), institutionnalisé depuis 2010 et l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne "gagne chaque année en importance", ajoute une autre source communautaire. Le président effectue sa rentrée en plénière du Parlement européen pour y dévoiler le programme de travail de la Commission pour l'année à venir, et évoquer l'évolution de l'Union.

## Un discours très attendu

"Chaque année est différente", fait observer la même source. "En 2015, le président avait délivré un message venant du cœur sur les réfugiés", au plus fort de la crise de l'asile. Le discours de 2016 intervenait dans un contexte de crise existentielle: il suivait le référendum sur le Brexit, alors que se profilaient des élections néerlandaises et françaises dont les résultats étaient potentiellement périlleux pour l'avenir de l'Union. "Il fallait trouver un équilibre subtil entre préoccupations des Etats membres et préoccupations politiques", complète le même interlocuteur. "Chaque ligne, ou presque, était adressée à quelqu'un en particulier. C'est ce qui a conduit à la déclaration de

Bratislava", rappelant, en septembre 2016, l'engagement des Vingt-sept envers le projet européen, et leur volonté de le relancer.

"L'état de l'Union de cette année sera peut-être le plus intéressant", poursuit la même source, qui annonce "un discours visionnaire, celui où il va exposer sa vision pour les dix années à venir, après la publication du Livre blanc de la Commission sur l'avenir de l'Europe et d'une série de papiers de réflexion" (sur la dimension sociale, la mondialisation, l'Union économique et monétaire, la défense, le budget européen...). C'est peu dire qu'il est attendu.

"Je pense que ce sera ambitieux. Le vent européen a tourné, et il y aura un momentum après les élections en Allemagne", avance une source belge. "Il faut une vraie percée, un signal fort", demande le leader du groupe PPE (droite et centre droit) au Parlement, Manfred Weber. "Nous sommes à un tournant. Ce discours doit servir à décrire les réformes indispensables dont l'UE a besoin", insiste son homologue libéral Guy Verhofstadt. Du côté socialiste, on reste circonspect. "Chat échaudé craint l'eau froide", glisse l'eurodéputée Marie Arena. "Juncker use du pouvoir d'initiative de la Commission avec trop de timidité", déplore la Belge, qui juge qu'il ne tient pas sa promesse de doter l'UE "d'un triple A social", en se montrant bien trop frileux dans ce domaine. Le coprésident des Verts, Philippe Lamberts, dit peu ou prou la même chose: "Je m'attends à des passages intéressants, mais pas à un changement de cap. Or, il ne faut pas croire que la défaite des nationaux-populistes et la victoire de Macron donnent un permis pour ne pas opérer des transformations profondes".

*des des politiques menées."*

**Le commerce, les valeurs, réduire les fractures**

Le cabinet Juncker a soigneusement veillé à ce que le contenu du discours ne soit pas éventé. On prête au Luxembourgeois l'intention de poser l'UE en championne de l'ouverture commerciale, en opposition au protectionnisme à la Trump. On attend Juncker "offensif" sur le rappel et la défense des valeurs de l'Union. Même si revenir sur ce sujet n'est pas sa tasse de thé, on imagine mal qu'il fasse complètement l'impasse sur le Brexit. Sans doute M. Juncker s'emploiera-t-il aussi à trouver les mots pour réduire les fractures entre l'ouest et l'est de l'Union, et épingle les sujets qui rassemblent.

L'exercice, en tout cas, n'est pas pris à la légère. Les services du président ont commencé à travailler sur le speech au début de l'été, sollicitant le secrétariat général de la Commission, le Centre européen de stratégie politique, la DG "Comm" et tous les commissaires pour qu'ils identifient les chantiers prioritaires. Le puissant chef de cabinet du président, Martin Selmayr, a eu une trentaine de dîners avec des représentants des Etats membres, des think tanks, BusinessEurope, la Confédération européenne des syndicats...

Le collègue des commissaires a planché sur le Sotu lorsqu'il s'est retiré en séminaire à Genval, il y a deux semaines. Au même moment, le cabinet Juncker était au vert, à Knokke. Jean-Claude Juncker a rencontré les représentants permanents de tous les

Etats membres auprès de l'UE, et sondé plusieurs dirigeants européens dont le Belge Charles Michel - ainsi que les leaders politiques du Parlement. Pour les écouter mais

aussi tâter le terrain.

**Son grand rendez-vous**

Le texte d'une trentaine de pages est continuellement réécrit - à la veille du Sotu, on en était à cinquante versions. Rédigé en anglais, il sera traduit en français et en allemand par des traducteurs à même de rendre le style Juncker. Ce dernier choisira lui-même ce qu'il dira dans telle ou telle langue. L'homme n'est pas du genre à arpenter son bureau en répétant son texte à haute voix. Mais il aura pris soin de s'imprégner de chaque ligne et de chaque passage d'un texte qu'il aura lu, relu, anoté, amendé.

Jean-Claude Juncker veut faire de ce discours sur l'état de l'Union son "grand moment". Le discours de 2018, le dernier avant les élections européennes, sera, déjà, celui des bilans. Aussi, le Sotu 2017 est-il sa dernière réelle opportunité de dire *urbi et orbi*, en tant que président de la Commission, comment il envisage la poursuite et la consolidation du projet européen. Lèvera-t-il le voile sur son "sixième scénario" pour l'avenir de l'Union, dont il a révélé l'existence, fin août, dans un discours adressé à Bruxelles aux ambassadeurs de l'UE, précisant qu'il ne l'avait pas intégré au Livre blanc, pour qu'il ne soit pas "tué dans l'œuf"? Après avoir lancé la réflexion et ouvert des pistes, le moment est venu pour l'architecte Juncker de dévoiler ses plans pour l'avenir de l'Europe, dont il a dit un jour qu'elle est "le grand amour de sa vie".

*"Il va exposer sa vision pour les dix années à venir."*

Une source européenne

## Le Wifi, ce sera gratuit

La promesse d'un accès Wifi haut débit gratuit dans "chaque village et chaque ville d'Europe d'ici à 2020" avait été faite par Jean-Claude Juncker en septembre 2016 devant le Parlement européen. Un an plus tard, à la veille d'un nouveau "Discours sur l'état de l'Union" du président de la Commission, le projet WIFI4EU a été adopté ce mardi midi dans l'hémicycle strasbourgeois. Difficile de faire mieux, en matière de timing.

Le but de cette initiative est d'équiper 6000 à 8000 collectivités locales d'ici à 2020, ce qui pourrait, à terme, correspondre à 50 millions de connexions quotidiennes à partir de hotspots installés dans des lieux tels que les parcs, gares, hôpitaux, bibliothèques, musées, etc. Un système d'authentification unique permettra aux utilisateurs inscrits de se connecter quel que soit le pays de l'Union où ils se trouvent et cela sans que leurs données personnelles puissent être récupérées à des fins commerciales.

Quelque 120 millions d'euros ont été débloqués. Ils seront utilisés par tranches de 20000 euros au maximum octroyées projet par projet, sur base de candidatures déposées sur une plate-forme en ligne ouverte au plus tard début 2018. Le principe sera celui du "premier arrivé, premier servi", mais il est prévu de respecter une équité géographique et de privilégier les "zones blanches" essentiellement rurales et largement pri-

voies de connexion Internet à l'heure actuelle. Le financement européen couvrira intégralement les frais d'installation des bornes, à charge pour les collectivités de financer les frais d'abonnement et de maintenance. Une fois retenues et subventionnées, elles seront obligées d'assurer l'accès Wifi pour trois ans.

**"Le vrai défi, c'est la 5G"**

Lors du débat précédant le vote, seuls les souverainistes ont protesté contre une initiative trop euro-publicitaire et peu convaincante de leur point de vue. Mieux vaudrait, disent-ils, investir dans les infrastructures du Net. Mais, de manière générale, c'est avec un plaisir non dissimulé que les eurodéputés ont accueilli WIFI4EU. Ils y voient un pas vers une réduction de la fracture numérique, "un préalable à la transformation de nos sociétés", voire "une carotte susceptible de créer un élan", selon le libéral tchèque Pavel Telicka. "Le vote d'aujourd'hui n'est en effet qu'un premier pas", a souligné le socialiste portugais Carlos Zorrinho, rapporteur pour le Parlement, pour qui "le chemin reste long". Selon le Belge Tom Vandenkendelaere (CDV), "le vrai défi à venir est le développement et le déploiement de la 5G", domaine où les "vrais tigres seront en Asie" à l'horizon 2022. A moins que l'Europe ne réagisse...

V. Le, correspondante à Strasbourg

# LA JOURNÉE EUROPÉENNE

## La Commission ne lâche pas la Pologne

Ce n'est pas demain que les relations entre la Commission européenne et la Pologne vont s'améliorer. Insatisfaite des réponses fournies fin août par le gouvernement polonais quant aux réformes de l'appareil judiciaire, la première a annoncé mardi qu'elle passait à la deuxième étape de la procédure d'infraction lancée en juillet dernier contre la seconde.

L'exécutif européen juge que la loi introduisant des âges de retraite différents pour les juges masculins et féminins est discriminatoire et contraire au droit de l'Union. Que le ministre polonais de la Justice soit doté du pouvoir discrétionnaire de prolonger le mandat des juges ayant atteint l'âge de départ à la retraite et de licencier ou nommer des présidents de juridictions pose également un sérieux problème, estime la Commission. Laquelle estime que la loi lui accordant ce pouvoir fait vaciller l'indépendance des juridictions polonaises, en contradiction avec le traité sur le fonctionnement de l'UE et la Charte européenne des droits fondamentaux.

La Commission européenne a donc adressé un avis motivé à la Pologne, concernant l'organisation des juridictions de droit commun, lui donnant un mois pour apporter des réponses de nature à la convaincre. Si la Pologne devait, une fois encore, ne pas se conformer à cet avis, la Commission saisirait la Cour de justice de l'Union européenne.

Dans le même temps, la Commission, également concernée par les réformes controversées de la Cour suprême et du Conseil national de la magistrature poursuit – tente de poursuivre serait une formulation plus exacte – depuis janvier 2016 un dialogue avec la Pologne sur l'Etat de droit. Sans succès probants, jusqu'ici. Comment dit-on "faire la sourde oreille", en polonais ?